

Looking for a different Europe - reflections and perspectives

Nicola Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire.

La célébration du 60^{ième} anniversaire du Traité de Rome est d'abord une occasion pour tirer un bilan : 60 ans de paix, une intégration qui est allée bien au-delà du projet initial, des politiques qui ont permis à l'Europe d'avancer dans beaucoup de domaines en procédant à des élargissements successifs qui ont contribué à la stabilité de notre Continent. L'Union européenne c'est aussi la construction d'une démocratie transnationale, certes encore imparfaite mais unique au monde. Ce bilan finalement très riche peut-il nous donner entière satisfaction, à nous représentants des forces progressistes ? Certainement non, quand nous regardons l'état de cette Union européenne où depuis presque une décennie le chômage a fortement augmenté, les inégalités ont véritablement explosé et où la défiance grandissante des citoyens se traduit électoralement par une montée des populismes nationalistes et europhobes.

L'Europe est en danger et c'est pour cette raison qu'il est urgent de construire un autre projet européen progressiste, car plus social, plus solidaire et plus démocratique. La gauche a dès le départ du processus d'intégration européenne pris une part importante en portant ce projet et en l'orientant selon ses valeurs. Elle l'a fait parce que cette grande idée d'une Europe unie mettant un terme à ces conflits dévastateurs a permis la construction d'une civilisation européenne plus juste qui correspond à ses idéaux.

Cette Europe que nous célébrons aujourd'hui c'est aussi la nôtre et Rome, cette cité qui a donné au traité fondateur, symbolise cette civilisation européenne, évoquer un homme, une éminente personnalité italienne de cette mouvance progressiste, Altiero Spinelli, homme de conviction engagé, militant anti-fasciste et inspirateur d'une Europe progressiste. Deux ans, avant sa mort, l'auteur du fameux manifeste de Ventotene écrit en captivité, a présenté en 1984 un projet de traité pour relancer et surtout démocratiser la construction européenne.

C'était aussi une période de grands doutes, de stagnation et où le contexte international, celui d'une nouvelle guerre froide, était caractérisé par une grande instabilité. C'est de la gauche qu'est venue cette relance de l'Europe reprise par François Mitterand et Jacques Delors, le nouveau Président de la Commission qui a mis fin à cette eurosclérose qui hantait l'Europe à l'époque.

Il nous appartient aujourd'hui de travailler à cette Europe différente, capable de rebâtir cette confiance des citoyens et surtout de tenir tête aux velléités de désintégration, aux réflexes de repli nationaliste, aux discours d'exclusion et de xénophobie propagés par les populistes.

Mais soyons clairs. Cette montée des populistes qui propagent le rejet de l'Union européenne ne vient pas de nulle part. Elle est d'abord le résultat d'une crise profonde, celle d'un modèle ou plutôt d'une idéologie : la foi aveugle dans le pouvoir absolu des marchés. La crise financière est finalement devenue une crise sociale. Une globalisation débridée a permis, d'un côté, une accumulation de richesses sans précédent en faveur d'une infime minorité et de l'autre côté, un nombre de plus en plus élevé de perdants suscitant ce sentiment de déclassement parmi une partie des classes moyennes. Voilà les raisons principales qui font aujourd'hui douter une majorité de citoyens des bienfaits de l'Europe qui a déçu leurs attentes. Ce n'est pas un rejet pur et simple de l'idée européenne qui reste fortement ancrée, mais ces peurs, ces privations, ce sentiment que cette Europe très imprégnée par l'idéologie néo-libérale fait peu de cas de ces jeunes au chômage, des familles plongées dans l'insécurité et l'exclusion. Bref, nos sociétés se fracturent et les perspectives pour des millions de concitoyens s'assombrissent.

Il est donc grand temps de présenter des solutions concrètes alternatives, des politiques qui renouent avec nos valeurs. Soyons honnêtes, la gauche ou du moins une partie de la gauche porte aussi une part de responsabilité dans ces dérives. Elle a été par trop séduite par les sirènes des marchés infaillibles et cette promesse insensée que l'austérité pouvait générer la croissance et la prospérité pour tous. Grave erreur. Dans de nombreux pays, cette gauche paie le prix politique fort, encore récemment aux Pays-Bas. Être l'exécutant de la politique ultra-conservatrice et austéritaire n'est pas payant pour la gauche !

Nous devons donc revenir à nos valeurs fondamentales et élaborer un projet européen qui se distingue de celui des conservateurs et qui répond aux aspirations sociales et démocratiques. Il doit intégrer également les nouveaux défis économiques, technologiques, environnementaux et politiques. Oui, le monde est redevenu plus dangereux et plus incertain. Le Brexit a secoué nos certitudes. Des conflits terribles s'éternisent dans le voisinage de l'Europe. Le terrorisme frappe aveuglément nos populations. Des menaces s'accumulent et proviennent même de pays traditionnellement alliés qui mettent en doute l'alliance transatlantique et recherchent à nous diviser. C'est pour cette raison qu'une relance de l'Europe est plus nécessaire que jamais.

Le livre blanc de la Commission

Cette présentation de scénarios est sûrement un exercice intellectuel habile, plus inspiré par les calendriers électoraux de certains pays que par une réelle volonté de répondre aux défis auxquels l'Europe est confrontée. Répond-il aux interrogations et aux craintes des citoyens ? Je ne le pense pas. Il n'a, comme quelqu'un l'a écrit, aucune âme politique, il se refuse de présenter une vraie vision mobilisatrice. Bien sûr, il faudra faire des choix politiques entre plus d'Europe, une Europe du statu quo, etc. Aussi est-il illusoire, voire dangereux d'engager le débat sur l'avenir de l'Union européenne par cette idée de l'Europe à plusieurs vitesses, à géométrie variable ou à intégration différenciée ... C'est déjà la réalité-même de l'Union. C'est une méthode pour avancer quand il devient impossible de progresser ensemble au même rythme. C'est ce qu'on pourrait appeler une « second best solution » qui comporte sûrement aussi des risques et des difficultés institutionnelles. Ce n'est à priori pas un projet pour l'Europe qui pourrait regagner la confiance des citoyens. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas dans certaines circonstances envisager cette option.

Il est urgent, surtout pour les progressistes, de politiser le débat sur l'Europe. Ne le réduisons pas à une sorte de mécanique institutionnelle en esquivant par la présentation de vagues scénarios la vraie question : une Europe, mais pour quoi faire ?

Laisser le choix entre plus d'Europe ou moins d'Europe, plus de transferts de compétences ou plus de subsidiarité, est en fait un faux choix car il passe à côté des vraies questions que posent les citoyens et que nous devrions écouter davantage. Qui veut plus d'Europe quand cela signifie plus de libéralisation, moins de services publics, une flexibilisation du marché du travail menant à une précarité accrue, des politiques budgétaires qui restreignent les investissements et amplifient les inégalités ?

Pour nous, progressistes, la question fondamentale ne se pose pas en termes de scénarios : la ligne de partage n'est d'abord pas entre plus d'Europe ou moins d'Europe, mais entre d'une part une Europe ultra-libérale qui fait aveuglement confiance à l'intérieur comme vers l'extérieur, aux forces du marché et, d'autre part, une Europe qui protège, qui assure plus de sécurité économique, sociale, politique, ... C'est cette Europe-là qui reprend la grande promesse de la prospérité pour tous, qui renoue avec les aspirations de nos peuples. D'ailleurs, les populistes n'abusent-ils pas de ce besoin de sécurité mais aussi des espoirs déçus ? Ils préconisent le repli nationaliste, le rejet de l'autre. Un leurre, mais qui faute d'alternatives claires et solides semble attirant. C'est replonger dans un passé parsemé de catastrophes et qui ne fournit aucune clé pour les problèmes d'aujourd'hui.

Construire de nouvelles sécurités internes et externes

L'histoire du mouvement progressiste nous enseigne que sa force résidait dans sa capacité de construire les sécurités sans lesquelles la grande majorité des citoyens auraient été livrés aux aléas et aux dangers d'un monde où les violences et les injustices sont omniprésentes. L'Europe est le cadre indispensable pour construire ces sécurités.

D'abord notre sécurité externe : comment promouvoir la paix, la stabilité, le multilatéralisme quand les conflits se multiplient, que de nouvelles ambitions hégémoniques se profilent et que les cadres multilatéraux existants, de l'OTAN aux Nations Unies, sont remis en cause. Les Européens aspirent à la paix, à la stabilité, à la coopération. L'Europe est leur seule assurance, à condition qu'elle se donne

les moyens. Notre voisinage se trouve dans une grande instabilité. Notre politique ne prend pas suffisamment la mesure de ces risques considérables.

Il s'agit nullement de se lancer maintenant dans une nouvelle course folle aux armements, comme cela semble être le cas Outre-Atlantique. Mais nous devons aller plus vite et plus résolument vers une défense européenne intégrée tout en sachant que la sécurité n'est pas uniquement une question de plus de dépenses et de moyens militaires. La sécurité c'est aussi le développement, l'ouverture de perspectives économiques et sociales. Qu'il s'agisse des Balkans ou de nos partenaires en Afrique du Nord, ils sont confrontés notamment à un chômage endémique des jeunes qui représente tous les dangers. Nos politiques qui doivent être européennes ne sont pas véritablement à la hauteur de ces risques qui s'appellent notamment migrations, terrorisme, recrudescence des violences et des conflits.

Notre famille progressiste a besoin d'un discours clair et cohérent sur la protection de nos frontières externes, sur les migrations et l'intégration des migrants dans nos sociétés et sur les instruments européens en matière de sécurité interne. Ce n'est pas Schengen qui pose problème, c'est la faiblesse des échanges et de la coopération au niveau européen face au terrorisme et à la grande criminalité qui devrait nous interpeler. L'Europe ne doit pas devenir une forteresse et il est honteux de reconstruire des murs et des barbelés là où le vent de la liberté les avait démolis il y a moins de trente ans.

Il faut baser notre politique migratoire d'asile sur les valeurs de solidarité, de protection de ceux qui ont en besoin. Mais cela suppose les ressources appropriées. Nous devons tirer les leçons de la crise migratoire : l'Europe l'a mal gérée et continue à ne pas être à la hauteur des situations catastrophiques dans lesquelles se trouvent les migrants dans certains pays. Pouvons-nous accepter que la Méditerranée devienne ce grand cimetière marin pour des milliers d'hommes et de femmes et d'enfants à la recherche d'un futur un peu meilleur. Nous avons laissé trop longtemps les pays européens du pourtour méditerranéen seuls avec cet énorme problème humain.

La sécurité économique face à la globalisation

La sécurité économique est sûrement une des dimensions à partir de laquelle l'efficacité de l'Union européenne est mesurée : quelle croissance et quels emplois ?

La globalisation est irréversible et elle a été bénéfique pour des centaines de millions d'hommes et de femmes sortis du dénuement. Mais elle n'est pas simplement heureuse, comme certains voudraient nous le faire croire, car elle produit aussi des millions de perdants, dévaste des territoires privés de leur substance économique. Les marchés ne compensent pas ces pertes et ignorent ces drames humains. Précisément, parce qu'il y a une nouvelle menace protectionniste, nous devons nous engager à la fois pour des règles - sociales, environnementales - et des politiques actives en faveur de ceux qui sont les perdants d'un libre échange et d'une libéralisation sans limite. Le débat sur le libre-échange est faussé par une posture idéologique qui n'est pas confirmée par les faits. Cette mobilisation de larges pans de la société civile contre les accords de libre échange d'un nouveau type doit être prise au sérieux par notre famille politique. La politique européenne doit être réajustée aussi dans un sens plus démocratique. Il appartient aux progressistes d'apporter leur contribution politique à cet égard et je dois dire que le combat de Paul Magnette au sujet du CETA a été un signal qu'il ne faut pas mésestimer.

La sécurité économique concerne avant tout les grandes orientations de la zone euro. La réforme pourtant plus nécessaire que jamais ne progresse guère. Et pourtant le temps presse car l'environnement international n'évolue pas dans une direction positive. Les risques internes, notamment la situation de la Grèce, ne sont que très imparfaitement maîtrisés.

Ce pays est sans aucun doute l'exemple tragique que produit une politique conservatrice dogmatique qui fait fi des réalités économiques et sociales. Pousser un pays dans une sorte d'impasse pour des décennies n'est pas conforme à l'idée que nous nous faisons de l'idée européenne.

La réforme de la zone euro est au cœur d'une nécessaire réorientation de l'Europe vers plus de justice, de croissance et de solidarité. Les propositions qui ont été présentées dans le Rapport des cinq Présidents sont insuffisantes et obéissent toujours trop largement à cette logique des règles qui a plongé la zone euro dans cette récession suivie d'une période de croissance molle.

Une réforme efficace portée par les progressistes doit comporter les éléments suivants :

Il s'agit d'abord de corriger les faiblesses initiales de l'UEM qui ont été à l'origine de la crise et qui représentent un risque permanent pour sa solidité. Joseph Stiglitz le caractérise ainsi : « the combination of a misguided economic ideology ... and a lack of deep political solidarity ».

Une majorité d'Européens restent attachés à la monnaie unique mais rejettent les politiques qui sont menées en son nom. Au lieu de produire la convergence économique, l'euro tel qu'il a été conçu a produit la divergence économique et sociale, ce qui à terme risque de faire éclater la zone euro.

Les maîtres mots d'une réforme doivent être : relance des investissements bien au-delà de ce que prévoit le programme « Juncker ». Dans ce contexte une politique industrielle promue par l'Union et déclinée aux niveaux national et régional est indispensable si l'Europe veut rattraper ses retards en termes d'innovation, de nouvelles technologies, de recherche. La nécessité de réorienter nos économies dans le sens d'une décarbonisation offre, aussi en termes d'emploi et de redéveloppement de certains territoires, un potentiel considérable ; une consolidation intelligente dans un contexte de « fiscal stance » pour la zone euro qui ne doit plus être la juxtaposition d'économies et de budgets nationaux ; aussi faut-il mutualiser au moins une partie de la dette, comme l'ont proposé des économistes allemands et créer un instrument tel que les euro-bonds ; la création d'une vraie capacité budgétaire pour la zone euro telle qu'elle est proposée par le rapport de la députée européenne Pervenche Bérès ; une coordination des fiscalités excluant toutes pratiques de dumping fiscal, et finalement un contrôle démocratique par la mise en place d'une Assemblée de la zone euro composée de parlementaires nationaux et européens dotée de vrais pouvoirs dans le cadre d'une gouvernance socio-économique renforcée qui devra comprendre la mise en place d'un ministre des finances.

Voilà le débat qui doit être mené afin de contrer les politiques d'austérité que les conservateurs essaient de pérenniser en vertu de règles qui nous ont menés à l'échec et qui ne sortiront pas la zone euro des difficultés.

Sécuriser le modèle social européen

Mon dernier point porte sur la sécurité sociale ou la sécurisation du modèle social européen. Il a été fortement secoué ces dernières années. Il a été injustement accusé d'être à l'origine des difficultés quand, en réalité, il a contribué à atténuer les chocs.

La Commission a lancé l'idée d'un socle de droits sociaux. Nous ne pouvons que l'approuver tout en regrettant qu'il n'en soit plus question dans le livre blanc. Peut-on aussi facilement taire un projet présenté comme un projet phare de peur de heurter d'aucuns.

Et bien nous, progressistes, nous devons faire preuve de courage politique et mettre l'Europe sociale en haut de notre agenda. L'Union n'a pas droit à l'erreur sur ce sujet. Car la défection d'une grande partie des hommes et des femmes qui travaillent - ce milieu de la société dont parle Martin Schulz - a le sentiment que cette Europe ne leur parle plus sauf pour dire qu'il faut plus de réformes structurelles, c'est-à-dire moins de sécurité de l'emploi et moins de sécurité sociale. Nous voyons bien que des réformes sont nécessaires car la gauche s'est aussi vue comme le parti des réformes ! Mais nos réformes visent à poser les bases d'une croissance plus soutenable axée notamment sur l'éducation et la formation dans un contexte de changements technologiques considérables. Le chômage reste trop élevé en Europe, surtout pour ce qui est du chômage des jeunes dans certains pays. Mais les taux n'expriment pas tout, c'est un chiffre abstrait qui cache, même dans les pays où ce taux est bas, une explosion du secteur à bas salaire, de la précarité sous forme de contrat à zéro heure, des travailleurs pauvres qui ont plusieurs emplois ... Cette évolution affecte surtout des jeunes. Que répondre à un jeune britannique, soi-disant auto-entrepreneur dans un pays où le

chômage est au plus bas quand il constate : « des emplois, il y en a plein, mais aucun ne permet d'en vivre ». Notre objectif doit être la création d'emploi mais des emplois de qualité.

C'est précisément vers ce monde du travail que nous devons nous tourner davantage. Ce monde est en pleine transformation non pas parce qu'on aboutirait à la fin du travail - je n'y crois pas - mais parce que la technologie transforme le travail, pose de nouvelles exigences en matière de compétences, détruit des emplois et surtout polarise le marché du travail. La révolution numérique est en marche et si elle présente de grandes opportunités, il y a aussi des risques pour la protection sociale, la sécurité des parcours professionnels, les conditions de travail. Le PES a engagé sur ces sujets une réflexion en profondeur sur toutes les dimensions de la digitalisation. De même je tiens à mentionner le Rapport de Maria Joao Rodrigues au Parlement européen sur le socle de droits sociaux qui fait des propositions afin d'intégrer ces questions d'avenir dans le socle des droits.

Ce socle ne peut se limiter à des « benchmarks », il faut qu'il produise de la convergence sociale, permette de lutter contre les inégalités et le dumping social qui se développe au nom d'une mobilité et d'une liberté de circulation mal encadrées, et garantisse le droit à la négociation collective et à un vrai dialogue social.

C'est d'un Pacte social dont l'Union a besoin : un pacte qui rétablisse la hiérarchie des normes et ne soumette plus les droits sociaux aux libertés économiques, un pacte social qui favorise les investissements sociaux afin de rétablir la cohésion de nos sociétés et de promouvoir la convergence. Dans ce contexte, une place doit être accordée au développement de l'économie sociale.

En début d'année 2017, sous la Présidence du Premier Ministre français, douze ministres du travail et des affaires sociales appartenant à la famille progressiste, ont adopté une Déclaration réaffirmant ces principes et présentant les grandes lignes pour une Europe sociale ambitieuse qui renoue avec les aspirations de l'immense majorité de nos concitoyens qui se posent des questions sur leur devenir et sur l'avenir de leurs enfants.

C'est aussi à cette jeunesse que l'Europe doit parler davantage. Erasmus est un formidable projet qu'il faut étendre à un maximum de jeunes, comme le propose la Fondation Delors. La garantie jeunesse qui a été lancée par nous, progressistes, doit bénéficier des ressources nécessaires, surtout dans les pays où le chômage des jeunes reste désespérément élevé. Elle doit être complétée par une garantie à la formation et à la qualification.

Ce n'est pas la mobilité, de fait forcée, qui fait des jeunes sans perspectives de bons Européens, ce sont bien plus les actions qui ouvrent de réelles perspectives d'emploi et de vie autonome. Delors avait raison quand il disait que personne ne tombe amoureux d'un marché et surtout pas quand ces marchés -erratiques - envahissent tous les secteurs de la société.

Dans quelques semaines et mois nous aurons des élections très importantes dans deux pays qui ont souvent fait avancer avec d'autres la construction européenne. Il faut que cette coopération franco-allemande devienne un axe progressiste à l'origine d'une nouvelle dynamique en faveur d'une relance de l'Europe. Dans deux ans, les citoyens européens sont appelés à élire un nouveau Parlement européen. Ce n'est pas parce qu'en Autriche et aux Pays-Bas, les populistes ont subi un demi échec que les risques politiques seraient maintenant écartés. Non, l'Europe reste en danger et ces dangers sont internes comme externes. Le temps presse donc.

Deux ans pour élaborer un nouveau projet pour l'Europe grâce à une large consultation, une écoute de ceux qui travaillent, qui innovent et qui créent et qui demandent une autre Europe. Il ne suffit pas de dissenter sur une Europe à plusieurs vitesses qui est de toute façon déjà possible. Une relance de l'Europe doit se baser sur des choix clairs. Elle doit mobiliser nos sociétés civiles, les syndicats, les travailleurs comme les intellectuels et les artistes. Le projet européen n'appartient à aucune élite, comme veulent le faire croire les populistes.

L'Europe reste d'abord une civilisation fondée sur des valeurs et une culture qui se distingue par sa grande diversité. Elle est aussi un modèle social respectueux de l'individu et qui offre à tout un chacun une protection à travers une démarche solidaire. L'Europe se veut aussi à la pointe du

combat contre le changement climatique, une grande menace pour les équilibres naturels de notre planète. L'Europe a une mission historique, face aux nouvelles velléités américaines reniant le changement climatique, de veiller à la mise en œuvre de l'accord de Paris.

Il faut aujourd'hui défendre les acquis réalisés depuis 60 ans. Mais il faut aussi changer de cap et ouvrir de nouvelles perspectives. Pour notre famille politique, c'est une tâche naturelle. Il nous appartient de nous y atteler.